

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique, de la communication
et de l'artisanat

Papeete, le 31 août 2015

N° 101-2015

Document mis
en distribution

Le 31 AOUT 2015

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation du
compte financier de l'exercice 2014 de l'Office
Polynésien de l'Habitat et affectation de son résultat,

présenté au nom de la commission du logement, des
affaires foncières, de l'économie numérique, de la
communication et de l'artisanat,

par Madame la représentante Béatrice LUCAS

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4785/PR du 11 août 2015, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins
d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du compte
financier de l'exercice 2014 de l'Office Polynésien de l'Habitat et affectation de son résultat.

1.- LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

✓ 5 868 demandes d'aides au logement valides

Au 31 décembre 2014, l'OPH recensait 5 868 dossiers valides¹ de demandes d'aides au logement, dont
2 276 en habitat groupé et 3 592 en habitat dispersé.

✓ Peu de logements livrés

Bien que plus élevé qu'en 2013, l'année 2014 a été encore marquée par la faiblesse du nombre de
logements livrés :

Livraison de logements par l'OPH durant les six dernières années

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitat groupé	192	56	42	30	32	25
Habitat dispersé	213	198	93	21	1	37
TOTAL	405	254	135	51	33	62

Alors que la production de l'OPH depuis 5 ans a été divisée par 2, le pallier moyen de la
production de logements en habitat groupé reste contenu au dessous des 70 unités par an.

¹ Un dossier a une période de validité de 5 années et doit ensuite faire l'objet d'une réactualisation par les familles.

✓ Une augmentation de la consommation des crédits du Contrat de projets

Le principal outil financier de l'OPH pour la réalisation de logements sociaux est le Contrat de projets (CDP) cofinancé par le Pays et l'État à hauteur de 80 % et par l'OPH pour le reliquat.

Au 31 décembre 2014, le taux d'engagement des opérations financées au CDP passe à 49 % (*contre 25 % en 2013*) et le taux de liquidation est arrêté à 14 % (*contre 7 % en 2013*) sur une enveloppe de 19,8 milliards de francs CFP. En effet, le renouvellement du CDP a permis d'engager 6 nouvelles opérations en 2014 pour un montant de 5,333 milliards F TTC pour la construction de 179 logements (*Domaine Labbe, Teroma Extension, Vaitemaru 2, Toahotu*) ainsi que pour deux opérations de sécurisation.

✓ Un nouveau fléchissement du niveau de recouvrement des impayés de loyers

Durant les exercices précédents, un mouvement important d'admissions en non-valeur avait notamment permis une diminution substantielle des impayés. En dépit des efforts maintenus en matière de recouvrement, le creusement des impayés s'accroît une nouvelle fois en 2014, pour atteindre 2,67 milliards de francs CFP.

Toutefois, les efforts en matière de recouvrement se sont poursuivis, avec un encours de procédures contentieuses élevé et notamment de résiliations sur l'exercice (*463 dossiers en cours au 31 décembre 2014 dont 178 dossiers pour lesquels la résiliation est prononcée par jugement ou ordonnance en référé*). Comme en 2013, aucune expulsion n'a pu être menée à son terme en 2014 (*pour rappel, 3 en 2012, 4 en 2011 et 2 en 2010*), réduisant l'effet comminatoire escompté sur les autres débiteurs.

Au 31 décembre 2014, le taux de recouvrement global² s'établit à 83,09 % contre 83,28 % en fin 2013. Cette légère baisse résulte notamment des difficultés récurrentes rencontrées par l'OPH dans le recouvrement des loyers (*loyer souvent considéré par les locataires comme une dépense non obligatoire du foyer, mise en œuvre difficile des procédures d'expulsion, contestations du paiement du loyer dans certains lotissements ...*).

✓ Un nombre d'actions contentieuses encore en recul

L'action contentieuse vise à faire constater par le tribunal, la clause résolutoire pour non paiement des loyers contenue dans le bail. Comme en 2013, elle s'est poursuivie activement en 2014. Leur nombre a augmenté entre 2013 et 2014 en grande partie pour garantir les créances de l'OPH, ce qui a permis également de stabiliser le taux de recouvrement global.

Comme le coût des procédures en contentieux est répercuté sur le locataire débiteur et que la probabilité de les recouvrer est faible, la relance des reconnaissances de dettes et des plans d'apurement a été encore privilégiée en 2014. Cette action, interruptive de prescription selon le code civil, a été facilitée par la reprise des sorties des agents sur le terrain pour renouer le contact avec le locataire défaillant.

✓ Une réforme de l'aide familiale au logement (AFL) attendue

En l'absence d'un dispositif général d'aide personnalisée au logement, les revenus des ménages sont souvent insuffisants pour faire face au paiement des loyers du parc social de l'OPH. Pour y pallier, et dans l'attente de la mise en place de ce dispositif, l'OPH gère une aide appelée communément AFL, apportée par le budget du Pays. Cette aide est apportée aux ménages en fonction du niveau du revenu moyen mensuel (RMM) et de la moyenne économique journalière (MEJ).³

Ce dispositif avait été mis en place parallèlement à la mise en place du loyer d'équilibre pour le parc nouveau afin de maintenir la participation des ménages à un niveau compatible avec leurs facultés financières.

² Taux de recouvrement global : rapport entre le cumul des sommes encaissées et le cumul des sommes quittancées depuis l'origine et quelle que soit leur nature (participation personnelle, aide familiale au logement, admission en non valeur).

³ MEJ = RMM / coefficient social fixé en fonction de la composition des ménages.

La réforme de l'AFL, indissociable de la réforme de la grille des loyers, devant permettre de limiter les effets de seuil, de mieux prendre en compte les situations personnelles et de concerner un plus grand nombre de locataires, est toujours en cours. En 2014, 678 bénéficiaires de l'aide (*soit 32% du total des familles en location simple et location vente*) ont perçu une aide mensuelle d'environ 29 000 F CFP pour le paiement de leur loyer. Ce dispositif a été subventionné par le Pays à hauteur de 231 millions de F CFP en 2014.

Selon le rapport d'activité de l'établissement, le transfert de la gestion de cette aide à la Caisse de Prévoyance Sociale permettrait d'évoluer d'un système déclaratif vers un système automatisé qui appréhendera l'ensemble de la population du parc OPH.

✓ L'accession à la propriété en difficulté

Malgré de nouvelles mises en accession, les ventes n'ont pas décollé. En 2014, 21 lots ont été vendus :

- 1 logement de la résidence Pirae Uta ;
- 6 logements de la résidence Taapuna ;
- 2 logements de la résidence Fataua Val ;
- 12 logements de la résidence Tepuhapa.

Le rapport d'activité de l'établissement précise que les décisions du Conseil d'Administration d'accélérer les mises en accession des lotissements Erima (*180 logements à Arue*) et Tepuhapa (*52 logements à Paea*) n'auront d'effets quantifiables qu'en 2015. Le travail réalisé en 2014 a surtout permis de débloquent plusieurs freins administratifs pour la mise en accession de ces deux lotissements, même si un travail important reste à produire sur le lotissement Erima qui cumule plusieurs difficultés (*propriété foncière, absence de certificat de conformité, VRD à refaire, extensions illégales*).

2.- L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2014

À la clôture de l'exercice 2014, le compte financier de l'Office polynésien de l'habitat se présente comme suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	4 510 782 395	3 267 776 060	7 778 558 455
DÉPENSES (en F CFP)	4 658 125 600	3 409 530 316	8 067 655 916
RÉSULTATS	- 147 343 205	- 141 754 256	- 289 097 461

Après quatre exercices déficitaires, les comptes 2014 de l'OPH se caractérisent par un nouveau résultat de fonctionnement déficitaire, à hauteur de - 147 343 205 F CFP, moins élevé toutefois que lors de l'exercice précédent (*- 472 519 419 F CFP en 2013*).

2.1. Les recettes de fonctionnement

On constate une augmentation des trois sources (*revenus propres, subventions de fonctionnement et subventions sur ressources affectées*). Les ressources propres représentant le tiers des recettes de fonctionnement. Il est aussi constaté une augmentation des ressources affectées en lien avec la prise en compte d'un nouveau programme en habitat dispersé.

	2011	2012	2013	2014	Var. 2014/2013
Ressources propres	1 288 941 670	1 073 540 237	1 102 745 377	1 194 061 517	+8%
Subventions	1 375 013 491	1 031 083 749	1 193 076 177	1 860 125 141	+56%
Autres ressources	941 021 893	638 647 265	579 348 427	1 456 595 737	+151%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 604 977 054	2 743 271 251	2 875 169 981	4 510 782 395	+56%

2.1.1. Les revenus d'activités propres à l'OPH

Les ressources propres passent de 1,073 milliard en 2012 à 1,102 milliard F CFP en 2013 (+3%), pour s'établir à 1,194 milliards F CFP en 2014 (+ 8 %).

Les loyers, principales ressources propres de l'établissement, chutent de 1,6 % tout comme l'exercice précédent qui avait connu une chute de 1,84% après une croissance sur plusieurs exercices (+ 11 % en 2011 et + 15 % en 2010). Cette baisse est principalement liée à la suspension du quittancement des lotissements Te Puhapa et Erima. C'est le poste RMO qui vient combler cette baisse avec une augmentation de 89,5 %.

La refacturation des charges locatives augmente de son côté de 14 %, en lien principalement avec le rattrapage effectué sur les exercices précédents.

La RMO (rémunération de maîtrise d'ouvrage) passe de 39,3 M F CFP en 2012 à 103,6 M F CFP en 2013 pour s'établir à 197,4 M F CFP et représente 16 % des revenus d'activité propres à l'établissement en 2014; contre 10 % en 2013, 4 % en 2012, 6 % en 2011 et 12,3 % en 2010. L'augmentation de la RMO témoigne de l'avancée dans le lancement des opérations. En effet, en 2014, elle passe à 197 M F CFP du fait essentiellement des programmes en habitat dispersé. À titre de comparaison, elle représentait 28 % des revenus d'activité propres à l'établissement en 2006, quand l'activité y'était 8 fois plus importante.

L'activité commerciale ne décolle pas en 2014 puisqu'aucun nouveau programme n'a été lancé et qu'une seule vente a été enregistrée sur cet exercice. Ainsi le chiffre d'affaire de l'activité commerciale s'élève à 7 M F CFP pour un gain net de 2 M F CFP. En 2013, 2 ventes étaient recensées pour un chiffre d'affaire de 10 M F CFP et un gain net de 7 M F CFP.

2.1.2. Les subventions

Constituant une contribution importante à l'équilibre financier de l'OPH, les subventions tendent toutefois à se réduire pour ne représenter plus que la moitié des recettes de fonctionnement de l'établissement en 2014 (quand elles ont représenté plus des deux tiers pendant de nombreuses années et ce jusqu'en 2010). Toutefois cette tendance qui pourrait sembler positive puisque un des objectifs de l'établissement est de se rendre moins tributaire et dépendant des subventions de fonctionnement, n'est que la traduction littérale d'une baisse plus importante des subventions que des ressources propres de l'établissement.

Suivant la tendance initiée en 2009, les arbitrages opérés par le Pays compte tenu de la situation délicate de ses finances ont conduit à une diminution des fonds alloués au titre de la subvention de fonctionnement qui vient, depuis 2006, compenser la désaffectation du FSH. Alors que le Pays s'était engagé à verser annuellement 700 millions de F CFP à l'OPH sur la base du montant du dernier produit perçu au titre du FSH, 860 millions de F CFP ont été alloués à l'établissement en 2014, comprenant le FSH, la CAH et la participation du Pays à l'intégration des agents du FDA et de la SAGEP au sein de l'OPH.

Quant aux subventions d'habitat dispersé, elles sont principalement le fait de la prise en compte du programme 150 Fare bois.

2.1.3. Les autres ressources de l'établissement

Les produits financiers s'élèvent à 47,3 millions de F CFP et sont stables, issus comme pour l'exercice précédent de la comptabilisation des flux liés à la défiscalisation (remboursement du prêt consenti aux défiscalisants).

Le cycle exceptionnel est caractérisé par la régularisation du remboursement du prêt DEXIA. Cela a généré une charge exceptionnelle de 825 MF CFP et en contrepartie une recette exceptionnelle de 825 MF CFP. Les produits exceptionnels représentent 1 355 MF CFP tient compte de cette régularisation ainsi que des quotes-parts des subventions virées au résultat, de l'ordre de 467 MF CFP.

2.2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'OPH s'élèvent à 4 658 125 600 F CFP en 2014 et augmentent fortement par rapport à l'année précédente (+ 39 %).

	2011	2012	2013	2014
Achats	410 181 952	175 360 848	480 564 600	731 483 087
Services extérieurs	516 535 627	455 777 908	404 934 132	586 927 065
Autres services extérieurs	466 820 206	194 423 879	88 776 618	236 884 376
Impôts et taxes	319 993	45 807 110	-13 413 584	16 315 103
Charges de personnel	825 008 547	839 530 609	1 244 600 835	945 135 626
Autres charges de gestion courante	410 170 802	4 076 360	69 075	34 211 251
Charges financières	141 777 062	88 602 774	108 237 348	141 254 183
Charges exceptionnelles	106 721 367	38 828 776	90 568 649	903 845 187
Dotations aux amortissements	1 162 003 653	935 989 715	943 301 727	1 062 039 722
Impôt sur les bénéfices	1 099 034	- 363 327	50 000	30 000
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 040 638 243	2 778 034 652	3 347 689 400	4 658 125 600

L'exercice 2014 est marqué par une hausse des dépenses de l'OPH. Cette hausse est essentiellement due à l'évolution des dépenses liées aux programmes d'habitat dispersé et à l'augmentation des dépenses d'entretien et de grosses réparations.

Depuis plusieurs années, l'activité d'habitat dispersé souffre d'une réduction d'activité, liée jusqu'en 2011 à des contraintes juridiques et budgétaires relatives au système de subventionnement par le Pays. Ces contraintes étant levées, l'activité est repartie avec le programme 118 Fare bois en 2013 et ne se réfère en 2014 qu'à la mise en œuvre des programmes 150 Fare bois et 34 Fare ex-FDA. Un ancien programme (465 Fare bois 2008) est resté actif en 2014.

Outre la reprise des activités de construction en habitat dispersé, les charges de fonctionnement de l'OPH témoignent d'une volonté affirmée depuis plusieurs années de restriction et de contrôle de ses dépenses. Les évolutions les plus importantes en 2014 des postes de dépenses concernent :

- **Les dépenses liées à l'entretien du parc et aux grosses réparations.** Ces dépenses repartent à la hausse après une baisse en 2013. Cela traduit cependant la volonté de l'OPH de lutter contre le vieillissement du parc et de remettre en état avant accession un nombre important de logements.
- **Le montant des autres services extérieurs** augmente de 120 % pour s'inscrire à 254 millions de F CFP. Les autres principaux postes (*travaux et prestations exécutés à l'extérieur, frais postaux et de télécommunications, honoraires et frais d'actes et de contentieux*) ont également augmentés entre 2013 et 2014. L'établissement va mettre en place une politique de réductions des charges de fonctionnement dans leur ensemble.
- **Les impôts et taxes** repartent à la hausse par rapport à 2013 consécutivement à une hausse des taux et des impositions sur l'exercice 2014.
- **Les frais de personnel** baissent de façon nette entre 2013 et 2014 passant de 1 244 MF CFP à 945 MF CFP. Suite aux préconisations du conseil d'administration, le recours aux contrats à durée déterminée ne concerne que des cas très ciblés (*remplacement en cas de congés maternité notamment*).

	2011	2012	2013	2014
Contrats à durée indéterminée (CDI)	126	124	146	147
Contrats à durée déterminée (CDD)	13	1	1	1
TOTAL	139	125	147	148

- **Les charges financières** réamorcent une hausse de 33 MF CFP.
- **Les dotations aux amortissements et provisions** augmentent essentiellement du fait de la hausse des dotations pour clients douteux.
- **La provision pour clients douteux** concerne en 2014, les seules créances de loyers et hors loyers pour un montant de 289 millions de F CFP.

2.3. Les investissements

2.3.1. Le financement sur ressources externes

Le montant des recettes d'investissement en 2014 est de 3 267 776 060 F CFP.

	2011	2012	2013	2014
Subventions d'investissement	467 393 797	554 891 051	995 000 023	1 942 611 059
Provisions pour charges d'exploitation	341 875 569	27 614 112	41 535 630	17 893 575
Emprunts	303 866 646	18 460 901	222 955 962	529 653 968
Immobilisations corporelles	17 112 489	11 577 067	12 446 520	4 031 659
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Dépôts et cautionnement	-	-	-	26 626 959
Amortissements des immobilisations	724 670 774	775 317 627	751 982 743	746 958 840
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 854 919 275	1 387 860 758	2 023 920 878	3 267 776 060

En 2014, 1 942 millions de F CFP de subventions d'investissement ont été comptabilisés contre 995 millions en 2013 et 555 millions en 2012.

De nouveaux programmes ont vu leur convention de financement être validée, les subventions perçues en 2014 sont constituées du programme 150 Fare bois ou de la poursuite des opérations déjà inscrites au Contrat de projets, que ce soit en phase « études » pour la majorité ou en phase « travaux ».

Une subvention liée aux grosses réparations, d'un montant de 100 millions de F CFP, a été allouée par le Pays pour faire face aux travaux de sécurisation des lotissements.

L'endettement global est structurellement constitué des financements souscrits auprès de l'AFD (98 % du financement) et également auprès de la Banque de Tahiti.

En 2014, l'OPH a décidé de ne pas comptabiliser les provisions pour grosses réparations, jusqu'alors calculées sur la base d'1 % de la balance d'entrée du compte construction pour les raisons suivantes :

- Les provisions importantes, jusqu'alors constituées par des dotations annuelles (1 600 MF CFP), devraient permettre de mener des travaux de grosses réparations sur 6 ans, sur la base de dépenses annuelles moyennes estimées de 300 MF CFP sur le parc.
- Des programmes de sécurisation des lotissements et de sécurisation électrique sont inscrits au Contrat de Projet pour 1 000 MF CFP et devraient être menés à terme au cours de ces prochaines années.

2.3.2. L'utilisation des ressources d'investissement

Les dépenses d'investissement s'établissent à 3 409 530 316 F CFP en 2014. Le poste des immobilisations a augmenté compte tenu de la reprise des immobilisations en cours et de l'intégration d'un lotissement.

	2011	2012	2013	2014
Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat	391 358 417	434 261 118	466 474 236	467 435 971
Provisions risques et charges	22 548 160	118 210 245	15 864 113	18 835 933
Emprunts et dettes assimilées	260 081 744	261 415 851	269 644 367	1 107 258 958
Immobilisations incorporelles	20 281 082	24 136 279	3 855 449	5 407 679
Immobilisations corporelles	469 104 401	61 821 388	- 40 123 327	117 059 386
Immobilisations en cours	431 733 640	642 818 712	1 254 545 023	1 691 332 389
Dépôts et cautionnements	-	26 968 000	-	2 200 000
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	1 595 107 444	1 569 631 593	1 970 259 861	3 409 530 316

✓ Les terrains

L'OPH n'a pas acquis de nouveaux terrains en 2014. Par ailleurs, l'activité « accession » a conduit à la sortie de terrains de l'actif à hauteur de 8 millions F CFP répartis sur 4 lotissements (Taapuna, Pirae Uta, Te Puhapa et Fautaua).

✓ **Les constructions** ont diminué de 177 millions F CFP en valeur brute par rapport à l'année 2013.

Le poste bâtiment, tout d'abord, augmente de près de 525 millions F CFP témoignant de mouvements contraires, notamment :

- la livraison du programme Teiviroa (Nina Peata) pour un montant de 538 millions F CFP ;
- la cession de logements pour 32 millions F CFP à travers 4 lotissements (*Taapuna, Pirae Uta, Te Puhapa et FautauA*).

Des programmes, dont la majorité est inscrite au Contrat de projets, se sont poursuivis en 2014. Pour plusieurs d'entre eux, les études ont été menées à bout. Ces programmes ont vu le financement de leurs travaux validé par les partenaires financiers du Contrat de Projet fin décembre 2014. Plusieurs opérations ont été menées en phase « études », générant 120 millions F CFP de dépenses, hors opérations en défiscalisation (*Domaine Labbe, Hotuarea, Vaitupa, Fariipiti et Teroma Extension*).

Six opérations étaient en phase « travaux » en 2014 :

- L'opération Motio (80 logements sur la commune de Faavae), inscrite au contrat de Projet, a généré plus de 603 millions F CFP de dépenses ;
- L'opération Vairai (24 logements sur la commune de Punaauia), a généré plus de 285 millions F CFP de dépenses ;
- L'opération Les Hauts De Teroma (60 logements sur la commune de Faavae), a généré plus de 151 millions F CFP de dépense ;
- L'opération Toahotu (20 logements), a généré plus de 134 millions F CFP de dépenses ;
- L'opération Vaiaetemanu (23 logements), a généré plus de 52 millions F CFP de dépenses ;
- L'opération Pont Du Domaine Labbe a généré plus de 25 millions F CFP de dépenses.

Un projet a également été mené par l'équipe MOUS sur la RHI de Hitimahina. Celui-ci a généré 5,7 millions F CFP de dépenses afin de réaménager les voiries et créer des espaces de rencontres pour les habitants du quartier et l'équipe MOUS de l'OPH.

Les programmes en défiscalisation Teiato et Vaimaruia, livrés en septembre 2010, ont généré 6 millions de F CFP de dépenses. Ces dépenses ont été transférées dans la comptabilité de la SCI 2T qui porte juridiquement l'opération. Le débouclage au terme de la période de portage est prévu en 2016.

✓ **Les dépenses d'investissement propres au fonctionnement de l'OPH** se sont limitées à 8 millions de F CFP utilisés dans divers équipements informatiques (*serveurs, copieur, pc et quatre ordinateurs portables*) contre 4,3-millions de F CFP en 2013 (3,5 millions en 2012, 30 millions en 2010 et 39 millions en 2009).

Le remboursement du capital des emprunts s'élève à 266 millions F CFP, ce qui est légèrement plus élevé que l'année 2013 (243 millions de F CFP). Fin 2014, le capital des emprunts restant dû s'établit ainsi à 2,630 milliards de F CFP. Après prise en compte des opérations d'ordre relatives aux intérêts courus non échus, le montant du poste au bilan est de 2 646 millions de F CFP.

*

* *

Après avoir pris acte des résultats de ce compte financier, le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat, d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Béatrice LUCAS

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : OPH1501282DL

DÉLIBÉRATION N° 2015-75/APF

DU 15 OCTOBRE 2015

portant approbation du compte financier de
l'exercice 2014 de l'Office Polynésien de l'Habitat
et affectation de son résultat

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1^{er} février 1979 modifiée relative à l'Office Polynésien de l'Habitat ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Office Polynésien de l'Habitat » ;

Vu l'arrêté n° 1089 CM du 11 août 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3132/2015/APF/SG du 9 octobre 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 101-2015 du 31 août 2015 de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat ;

Dans sa séance du 15 octobre 2015 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Le montant définitif des recettes du compte financier pour l'exercice 2014 est arrêté à la somme de sept milliards sept cent soixante-dix-huit millions cinq cent cinquante-huit mille quatre cent cinquante-cinq francs CFP (7 778 558 455 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	4 510 782 395 F CFP
Section II d'investissement	3 267 776 060 F CFP
TOTAL	7 778 558 455 F CFP

Article 2.- Le montant définitif des dépenses du compte financier pour l'exercice 2014 est arrêté à la somme de huit milliards soixante-sept millions six cent cinquante-cinq mille neuf cent seize francs CFP (8 067 655 916 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	4 658 125 600 F CFP
Section II d'investissement	3 409 530 316 F CFP
TOTAL	8 067 655 916 F CFP

Article 3.- Le compte financier de l'Office Polynésien de l'Habitat pour l'exercice 2014 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	4 510 782 395	3 267 776 060	7 778 558 455
DÉPENSES (en F CFP)	4 658 125 600	3 409 530 316	8 067 655 916
RÉSULTATS	- 147 343 205	- 141 754 256	- 289 097 461

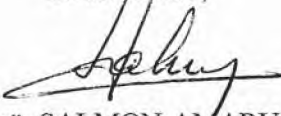
Article 4.- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2014 soit un déficit de cent quarante-sept millions trois cent quarante-trois mille deux cent cinq francs CFP est affecté au compte :

- 119 : Report à nouveau (solde débiteur)	147 343 205 F CFP
---	-------------------

Article 5.- Au 31 décembre 2014, le fonds de roulement de l'Office Polynésien de l'Habitat est de un milliard neuf cent cinquante-neuf millions sept cent soixante et onze mille soixante-trois francs CFP (1 959 771 063 F CFP).

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,


Loïs SALMON-AMARU

La présidente de séance,


Vaiata PERRY-FRIEDMAN

COMPTE FINANCIER

EXERCICE

2014

Présenté à la Chambre Territoriale des Comptes de Polynésie Française par

M. Karim LAOUITI

EXECUTION BUDGETAIRE

EXERCICE

2014

Synthèse de l'exécution budgétaire 2014

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats émis	Annulation de mandats	Charges nettes	Crédits Inemployés
60	ACHATS	2 094 057 188	1 011 587 005	280 103 918	734 483 087	1 362 574 101
61	SERVICES EXTERIEURS	663 640 000	635 510 829	48 583 764	596 927 065	76 712 935
62	AUTRES SERVICES EXT.	2 511 533 644	244 549 853	7 665 477	236 884 376	2 274 649 268
63	IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	16 500 000	16 713 753	398 650	16 315 103	184 897
64	CHARGES DE PERSONNEL	946 200 000	976 228 002	31 092 376	945 135 626	64 374
65	AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	437 500 000	34 211 251	0	34 211 251	9 638 749
66	CHARGES FINANCIERES	180 000 000	211 617 195	70 363 012	141 254 183	38 745 817
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	935 295 697	919 635 279	15 780 092	903 845 187	31 450 510
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 062 200 000	1 898 771 047	836 731 325	1 062 039 722	160 278
69	IMPOT SUR LES BENEFICES	2 000 000	30 000	0	30 000	1 970 000
	Virement à la section 2					
	TOTAL DEPENSES Section 1	8 454 176 529	5 948 854 214	1 290 728 514	4 658 125 600	3 796 050 929
OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets	Crédits Inemployés
70	PRESTATIONS DIVERSES	1 160 104 400	1 151 954 926	155 365 342	996 589 584	163 514 816
72	PRESTATIONS DIVERSES	0	0	0	0	0
74	SUBVENTIONS (hors habitat dispersé)	5 289 396 509	3 012 578 179	954 981 103	2 057 597 076	3 231 799 433
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	319 721 222	36 981 719	2 226 002	34 755 717	284 965 505
76	PRODUITS FINANCIERS	48 700 000	47 280 091	0	47 280 091	1 419 909
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 350 195 697	1 356 035 962	311 966	1 355 723 996	5 628 299
78	REPRISES SUR PROVISIONS	40 000 000	178 420 453	159 584 520	18 635 933	21 164 067
	Virement de la section 2	260 058 701				
	TOTAL RECETTES Section 1	8 468 176 529	5 783 251 330	1 272 468 933	4 510 782 397	3 697 335 431
Déficit de la section					147 343 203	

Synthèse de l'exécution budgétaire 2014

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES						
Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Émis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS	480 000 000	467 435 971	0	467 435 971	12 564 029
15	PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	70 000 000	19 756 165	920 232	18 835 933	51 164 067
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	286 315 332	2 757 650 948	1 650 391 390	1 107 258 958	820 943 626
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 430 221	5 954 741	1 547 062	5 407 679	12 022 642
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 128 615 793	1 117 059 386	0	1 117 059 386	1 011 556 407
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	10 502 464 991	1 762 312 943	70 980 554	1 691 332 389	5 811 132 602
26	PARTICIPATIONS	0	0	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	4 000 000	2 200 000	0	2 200 000	1 800 000
	Virement à la section 1 ^{re}	260 058 701				
	Augmentation du fonds de roulement	35 530 430				
	TOTAL DEPENSES Section 2	12 784 415 468	5 133 369 554	1 721 339 238	3 409 530 316	9 079 296 021
OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES						
Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	10 568 958 804	2 129 476 020	186 864 961	1 942 611 059	8 626 347 745
15	PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	103 200 000	854 624 900	836 731 325	17 893 575	85 306 425
16	EMPRUNTS	1 369 256 664	1 354 949 663	825 155 695	529 653 968	839 602 696
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	4 031 659	0	4 031 659	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	26 626 959
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	26 626 959	0	26 626 959	26 626 959
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	743 000 000	746 958 840	0	746 958 840	3 958 840
	Virement de la section 1					
	Contraction du fonds de roulement					
	TOTAL RECETTES Section 2	12 784 415 468	5 116 568 041	1 812 711 981	3 262 776 060	9 494 041 108
	Déficit de la section				-141 754 256	

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 6

DEPENSES				Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Charges nettes
Chap.	Art.	Par.	Ana.					
60				ACHATS	2 094 057 188	1 011 587 005	280 103 918	731 483 087
				Achats hors fare et AAI	210 650 000	213 329 020	7 795 845	205 533 175
	3	7		Variation de stocks	0	0	0	0
	6	10		Fournitures non stockables eau	100 000 000	116 436 478	683 651	115 752 827
	6	11		Fournitures non stockables électricité	80 000 000	75 182 210	6 035 959	69 146 251
	6	12		Fournitures non stockables essence	8 000 000	6 300 516	419 027	5 881 489
	6	30		Fournitures d'entretien et petit équipement	10 000 000	5 627 090	76 636	5 550 454
	6	40		Fournitures de bureau	6 500 000	5 928 319	188 314	5 740 005
	6	41		Fournitures informatiques	1 500 000	734 815	63 436	671 379
	6	50		Vêtements de travail, linge	650 000	398 602	0	398 602
	6	80		Autres matières et fournitures	4 000 000	2 720 990	328 822	2 392 168
	7	1		Achat marchandises fare OPH	1 606 390 507	791 184 439	271 217 426	519 967 013
	7	2		Achat marchandises AAI	192 307 692	1 385 632	0	1 385 632
	7	3		Achat marchandises Fare commerciaux	64 708 989	5 687 914	1 090 647	4 597 267
61				SERVICES EXTERIEURS	663 640 000	635 510 829	48 583 764	586 927 065
	2	20		Crédit Bail Mobilier	4 540 000	4 973 285	540 434	4 432 851
	3	20		Locations	26 000 000	23 170 148	5 182 000	17 988 148
	3	50		Locations mobilières	100 000	0	0	0
	4	00		Charges de copropriété	90 000 000	90 978 349	16 134 310	74 844 039
	5	20		Entretien s/biens immobiliers	18 000 000	11 556 227	660 220	10 896 007
	5	30		Entretien lotissements	260 000 000	277 531 687	22 301 455	255 230 232
	5	31		Grosses réparations	210 000 000	186 541 988	1 667 883	184 874 105
	5	50		Entretien s/biens mobiliers	13 000 000	2 218 719	114 386	2 104 333
	5	60		Entretien véhicules	21 000 000	19 175 041	250 564	18 924 477
	6	00		Primes d'assurances	20 000 000	19 100 032	1 731 137	17 368 895
	8	10		Documentation générale	1 000 000	265 353	1 375	263 978
62				AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 511 533 644	244 549 853	7 665 477	236 884 376
				Autres services extérieurs hors fare	149 150 000	118 570 668	7 665 477	111 005 191
	2	60		Honoraires	10 000 000	5 509 698	1 022 495	4 487 203
	2	70		Frais d'acte et de contentieux	10 000 000	10 684 743	431 387	10 253 356
	3	10		Annonces et insertions	7 000 000	6 623 904	686 949	5 936 955
	3	3		Promotion de l'activité commerciale	1 500 000	634 400	439 400	195 000
	3	8		Communication OPH	3 000 000	1 107 020	0	1 107 020
	4	70		Transports collectifs du personnel	7 200 000	5 331 290	63 121	5 268 169
	4	80		Transports divers	2 000 000	52 570	13 900	38 670
	5	60		Frais de mission	1 500 000	1 934 702	167 178	1 767 524
	5	70		Réception	2 500 000	1 676 075	24 210	1 651 865
	6	00		Frais postaux et de télécommunications	14 000 000	14 524 906	442 356	14 082 550
	8	10		Concours divers (cotisations)	2 000 000	1 853 165	0	1 853 165
	8	20		Travaux et prestations exécutés par l'extérie	84 000 000	66 442 180	4 236 861	62 205 319
	8	21		Formation continue	4 450 000	2 296 015	137 620	2 158 395
	8	25		Mise en œuvre fare OPH	2 356 183 644	123 342 015	0	123 342 015
	8	26		Mise en œuvre fare commerciaux	6 200 000	2 537 170	0	2 537 170

63		IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	16 500 000	16 713 753	398 650	16 315 103
7	8	Taxes diverses	16 500 000	16 713 753	398 650	16 315 103
64		CHARGES DE PERSONNEL	945 200 000	976 228 002	31 092 376	945 135 626
1	10	Rémunérations du personnel permanent	648 500 000	652 353 419	4 412 162	647 941 257
1	20	Congés payés	2 500 000	170 600	170 600	0
2	0	Rémunérations du personnel temporaire	5 000 000	5 282 239	18 036	5 264 203
5	00	Charges sociales	282 000 000	315 102 047	26 491 578	288 610 469
7	20	Comité entreprise	7 200 000	3 319 697	0	3 319 697
65		AUTRES CHARGES GESTION COURANT	43 750 000	34 211 251	0	34 211 251
1	10	Redevances logiciels	3 750 000	941 580	0	941 580
4	10	Créances de l'exercice	0	0	0	0
4	40	Créances des exercices antérieurs	10 000 000	0	0	0
8		Charges gestion ressources affectées	30 000 000	33 269 671	0	33 269 671
66		CHARGES FINANCIERES	180 000 000	211 617 195	70 363 012	141 254 183
1		Charges d'intérêts	180 000 000	211 617 195	70 363 012	141 254 183
67		CHARGES EXCEPTIONNELLES	935 295 697	919 635 279	15 790 092	903 845 187
1	20	Annulation OR exercices antérieurs	15 000 000	20 300 372	6 135 255	14 165 117
1	50	Subventions accordée au collectifs sociaux	0	0	0	0
1	80	Reversements de trop perçus et impayés	830 295 697	4 329	4 329	0
1	85	Indemnités exceptionnelles	10 000 000	944 210	96 814	847 396
2	00	Autres charges exercices antérieurs	10 000 000	1 957 066	1 289 744	667 322
5	20	Valeur comptable des actifs cédés	60 000 000	4 378 295	0	4 378 295
8	80	Charges exceptionnelles diverses	10 000 000	892 051 007	8 263 950	883 787 057
68		DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PR	1 062 200 000	1 898 771 047	836 731 325	1 062 039 722
1	11	Immobilisations incorporelles	18 000 000	10 521 000	0	10 521 000
1	12	Immobilisations corporelles	743 000 000	736 437 840	0	736 437 840
1	5	Provisions pour risques et charges d'exploit	68 000 000	854 624 900	836 731 325	17 893 575
1	62	Provisions pour grosses réparations	103 200 000	0	0	0
1	74	Provisions pour clients douteux	140 000 000	297 187 307	0	297 187 307
7	5	Provisions pour risques et charges exceptio	0	0	0	0
69		IMPOT SUR LES BENEFICES	2 000 000	30 000	0	30 000
5		Impôt sur les sociétés	2 000 000	30 000	0	30 000
		Virement à la section 2				
		TOTAL DEPENSES Section 1	8 454 176 529	5 948 854 214	1 290 728 614	4 658 125 600

OPERATIONS BUDGETAIRES RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 7

RECETTES		Intitulés	Autorisations Budgetaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets
Chap. Art. Par. Par.						
70		PRESTATIONS DIVERSES	14 601 044 000	11 513 954 926	155 365 342	3 986 689 684
1	1	Vente fare commerciaux	120 104 400	14 621 916	7 800 000	6 821 916
8	30	Locations diverses	920 000 000	975 048 220	113 752 105	861 296 115
8	80	Autres produits	110 000 000	154 745 080	33 813 237	120 931 843
8	82	Autres produits divers	10 000 000	7 539 710	0	7 539 710
72		PRESTATIONS DIVERSES	0	0	0	0
2	2	Production immobilisée	0	0	0	0
74		SUBVENTIONS (Dons habituels sports)	5 289 396 509	3 012 578 179	954 981 103	2 057 597 076
4	4	Subvention Habitat Dispersé	4 079 589 795	1 113 479 256	205 147 769	908 331 457
4	4	Subvention de fonctionnement du Pays	860 000 000	1 609 833 334	749 833 334	860 000 000
4	4	Subvention du Pays (Assainissement)	49 000 000	49 000 000	0	49 000 000
4	4	Subvention MOUS (Etat, Pays, communes)	40 806 714	42 793 656	0	42 793 656
6	6	Dons et legs	0	0	0	0
8	8	RMO	260 000 000	197 471 933	0	197 471 933
76		AUTRES PRODUITS DE GESTION COUR	319 721 222	36 981 719	2 226 002	34 755 117
8	8	Participations fare	319 721 222	36 981 719	2 226 002	34 755 117
76		PRODUITS FINANCIERS	49 700 000	47 280 091	0	47 280 091
1	1	Remboursement intérêts Emprunt Défiscale	49 700 000	47 280 091	0	47 280 091
4	4	Intérêts comptes à terme	0	0	0	0
77		PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 350 995 997	1 356 035 962	311 956	1 355 723 996
1	60	Recouvrement Sur Creances Admises En N	0	0	0	0
1	80	Produits except. sur gestion exercice	835 195 697	862 289 328	0	862 289 328
2	00	Produits exceptionnels sur exantérieurs	30 000 000	24 472 612	311 966	24 160 646
5	20	Produits cession éléments d'actif	5 000 000	1 838 051	0	1 838 051
7	00	Quote-part des subv. virées au résultat	480 000 000	467 435 971	0	467 435 971
78		REPRISES SUR PROVISIONS	40 000 000	178 420 465	159 564 520	18 835 933
1	5	Pour risques et charges d'exploitation	0	0	0	0
1	62	Grosses réparations	30 000 000	159 564 520	159 564 520	0
1	74	Pour créances douteuses	10 000 000	0	0	0
7	5	Pour charges exceptionnelles	0	18 835 933	0	18 835 933
		Virement de la section 2	260 058 701			
		TOTAL RECETTES Section 1	8 466 176 529	5 783 251 330	1 272 468 933	4 510 782 397

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES
SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1, 2, 3

DEPENSES				Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
Chap.	Art.	Par.	Ana.	Intitulés				
13				SUBVENTIONS	480 000 000	467 435 971	0	12 564 029
1				Subvention d'investissement	0	0	0	
9				Subvention d'invest. inscrite au compte de ré	480 000 000	467 435 971	0	12 564 029
15				PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	70 000 000	19 756 165	920 232	51 164 067
1	1			Provisions pour litige	0	19 756 165	920 232	-18 835 933
1	8			Autres provisions pour risques	0	0	0	0
7				Provisions pour Grosses Réparation	70 000 000	0	0	70 000 000
16				EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	288 315 332	2 757 650 348	1 650 391 390	-820 943 626
4				Emprunts auprès des étab. de crédit	267 715 332	2 741 874 100	1 091 482 710	-823 767 378
8				ICNE	18 600 000	15 776 248	0	2 823 752
20				IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 430 221	6 954 741	1 547 062	12 022 542
3				Frais d'études	11 600 000	0	0	11 600 000
5				Brevets et licences	5 830 221	6 954 741	1 547 062	422 542
21				IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 120 615 793	1 170 559 386	0	1 011 556 407
1	1			Achats de terrains nus	1 037 681 452	110 258 800	0	927 422 652
1	2			Achats de terrains aménagés	0	0	0	0
3	1			Achat Immeubles	0	0	0	0
3	5			Installations agencements aménagements	12 135 376	0	0	12 135 376
5	30			Installations à caractère spécifique	30 000 000	3 885 370	3 885 370	26 114 630
5	40			Matériel et outillage	1 752 092	0	0	1 752 092
8	10			Installations générales et agencements	9 844 088	136 380	136 380	9 707 708
8	20			Matériel roulant	5 000 000	0	0	5 000 000
8	30			Matériel informatique et de bureau	7 859 858	2 778 836	2 778 836	5 081 022
8	40			Mobilier	21 262 927	0	0	21 262 927
8	8			Matériel lourd	3 080 000	0	0	3 080 000
23				IMMOBILISATIONS EN COURS	10 502 464 991	1 762 312 943	70 980 554	8 611 132 602
26				PARTICIPATIONS	0	0	0	0
27				DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	4 000 000	2 200 000	0	1 800 000
4	1			Prêts aux défiscalisants	0	0	0	0
5	5			Cautionnements	4 000 000	2 200 000	0	1 800 000
				Virement à la section 1	260 058 701			
				Augmentation du fonds de roulement	35 530 430			
				TOTAL DEPENSES Section 2	12 784 415 468	5 133 369 554	1 723 839 238	9 079 296 021

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1, 2, 3						
RECETTES	Intitulés	Autorisations Budgetaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
Chap. Art. Par. Par.						
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0 568 958 804	2 129 476 020	186 864 981	1 942 611 039	8 626 347 745
1	Subvention d'investissement	10 568 958 804	2 129 476 020	186 864 981	1 942 611 039	8 626 347 745
15	PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	103 200 000	825 195 695	825 195 695	0	85 306 425
1 1	Provisions pour litiges	0	29 429 205	11 535 630	17 893 575	-17 893 575
7 20	Provisions charges exploitation	103 200 000	0	0	0	103 200 000
8	Autres	0	825 195 695	825 195 695	0	0
16	EMPRUNTS	1 355 158 664	1 354 849 663	825 195 695	529 653 968	839 802 695
4	Emprunts	1 355 158 664	1 339 581 877	825 195 695	514 388 182	840 790 482
8 8	Intérêts courus	14 100 000	15 267 786	0	15 267 786	-1 187 786
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		4 031 659	0	4 031 659	4 031 659
1 1	Terrains nus	0	0	0	0	0
1 2	Terrains aménagés	0	4 031 659	0	4 031 659	-4 031 659
3 1	Bâtiments	0	0	0	0	0
8 2	Matériel roulant	0	0	0	0	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	26 626 959
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	26 626 959	0	26 626 959	26 626 959
5 5	Cautionnements	0	26 626 959	0	26 626 959	26 626 959
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	749 000 000	746 958 840	0	746 958 840	3 958 840
	Virement de la section 1					
	Contraction du fonds de roulement					
	TOTAL RECETTES Section n.2	12 784 415 468	5 116 588 041	1 840 791 981	3 267 776 060	9 516 639 408

BALANCE
EXERCICE
2014

	Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
Comptes	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
102	0	409 131 909	0	0	0	0	0	0	0	409 131 909
1035	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1061	0	2 235 947 416	0	0	0	0	0	0	0	2 235 947 416
1040	0	2 645 079 325	0	0	0	0	0	0	0	2 645 079 325
110	0	4 610 163 641	0	0	0	0	0	0	0	4 610 163 641
119	1 302 182 596	0	0	0	472 519 419	0	472 519 419	0	1 774 702 015	0
111	1 302 182 596	4 610 163 641	0	0	472 519 419	0	472 519 419	0	1 774 702 015	4 610 163 641
120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
129	472 519 418	0	0	0	4 658 125 600	4 983 301 813	4 658 125 600	4 983 301 813	147 343 205	0
112	472 519 418	0	0	0	4 658 125 600	4 983 301 813	4 658 125 600	4 983 301 813	147 343 205	0
131	0	20 755 062 151	226 995 965	2 129 476 020	2 211 020	0	229 208 985	2 129 476 020	0	22 655 331 186
139	9 978 020 804	0	0	40 131 004	467 435 971	2 211 020	467 435 971	42 342 024	10 403 114 751	0
113	9 978 020 804	20 755 062 151	226 995 965	2 169 607 024	469 646 991	2 211 020	469 646 991	2 771 818 044	10 403 114 751	22 655 331 186
1511	0	24 305 881	18 835 933	17 893 575	0	0	18 835 933	17 893 575	0	23 363 503
1518	0	101 516 002	0	0	0	0	0	0	0	101 516 002
1572	0	1 659 584 520	0	0	0	0	0	0	0	1 659 584 520
1582	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
115	0	1 785 406 383	18 835 933	17 893 575	0	0	18 835 933	17 893 575	0	1 784 464 025
16402	0	2 311 453 867	243 757 907	514 366 182	0	0	243 757 907	514 366 182	0	2 582 062 142
16403	32 352 947	0	7 513 054	0	0	0	7 513 054	0	39 866 001	0
16404	0	37 097 853	0	0	0	0	0	0	0	37 097 853
16405	0	59 894 825	8 333 924	0	0	0	8 333 924	0	0	61 565 701
16408	0	831 877 828	6 682 130	0	0	0	6 682 130	0	0	3
1688	0	15 776 248	15 776 248	15 287 786	0	0	15 776 248	15 287 786	0	15 287 786
16	32 352 947	3 256 100 421	282 063 263	529 653 968	0	0	282 063 263	529 653 968	39 866 001	2 686 008 485
classe 1	1 785 075 785	33 051 811 321	527 895 161	2 717 154 567	6 600 282 010	4 985 512 833	6 128 187 371	7 702 667 400	12 365 025 972	34 381 046 662

203	124 157 058	0	0	0	0	2 725 320	0	2 725 320	121 431 738	0
203	124 157 058	0	0	0	0	2 725 320	0	2 725 320	121 431 738	0
205	50 007 493	0	6 954 741	1 547 062	0	0	6 954 741	1 547 062	55 415 172	0
205	50 007 493	0	6 954 741	1 547 062	0	0	6 954 741	1 547 062	55 415 172	0
2111	8 777 107 116	0	110 258 800	0	0	4 378 295	110 258 800	4 378 295	5 889 448 552	2 427 272
2112	1 220 836 084	0	0	0	0	4 031 659	0	4 031 659	1 216 804 405	0
211	6 997 943 180	0	110 258 800	0	0	8 409 954	110 258 800	8 409 954	7 105 250 957	2 427 272
2131	24 442 116 765	0	0	0	623 290 425	0	623 290 425	0	25 033 868 193	0
2135	497 603 678	0	0	0	0	0	0	0	497 603 678	0
213	24 939 720 443	0	0	0	623 290 425	0	623 290 425	0	25 531 471 871	0
2153	0	0	3 885 370	0	0	0	0	0	3 885 370	0
2154	8 056 933	0	0	0	0	0	0	0	8 056 933	0
215	8 056 933	0	0	0	0	0	0	0	11 942 303	0
2181	58 290 588	0	136 380	0	0	0	136 380	0	58 426 968	0
2182	87 057 781	0	0	0	0	0	0	0	87 057 781	0
2183	80 314 680	0	2 778 836	0	0	0	2 778 836	0	63 093 516	0
2184	68 386 408	0	0	0	0	0	0	0	68 386 408	0
2188	15 605 439	0	0	0	0	0	0	0	15 605 439	0
218	289 654 896	0	2 915 216	0	0	2 915 216	0	0	292 570 112	0
231	2 223 288 354	0	1 762 312 943	70 980 554	2 725 320	489 476 915	1 765 038 263	560 457 469	3 294 055 638	0
23	2 223 288 354	0	1 762 312 943	70 980 554	2 725 320	489 476 915	1 765 038 263	560 457 469	3 294 055 638	0
261	150 400 000	0	0	0	0	0	0	0	150 400 000	0
26	150 400 000	0	0	0	0	0	0	0	150 400 000	0
2741	727 887 700	0	0	0	0	0	0	0	727 887 700	0
2748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2755	28 485 740	0	2 200 000	26 626 959	0	0	2 200 000	26 626 959	4 058 781	0
27	756 373 440	0	2 200 000	26 626 959	0	0	2 200 000	26 626 959	731 946 481	0

Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
0	0	0	10 199 731	0	57 511 262
0	0	0	321 269	0	48 480 252
0	0	31 538 997	880 829 409	179 817 183	16 868 247 826
0	0	0	42 183 218	0	176 620 229
0	0	0	0	0	8 066 933
0	0	0	0	0	48 578 702
0	0	0	2 462 000	0	88 250 63
0	0	0	0	0	49 657 195
0	0	0	0	0	67 747 480
0	0	0	983 213	0	7 476 081
0	0	31 538 997	746 958 840	179 817 183	17 416 624 556
628 015 745	500 612 189	2 542 196 442	1 346 725 604	37 475 301 455	17 419 051 828
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
2 828 995 278	2 855 498 720	2 828 995 278	2 855 498 720	0	6 135 255
18 836 641	31 946 009	18 836 641	31 946 009	0	26 503 442
5 139 797 405	5 139 797 405	5 139 797 405	5 139 797 405	0	13 110 368
7 679 733	16 218 514	7 679 733	16 218 514	0	30 423 006
400 457 753	583 137 150	400 457 753	583 137 150	0	182 678 397
8 395 765 810	8 626 595 798	8 395 765 810	8 626 595 798	0	258 851 468
6 135 255	6 917 894	6 135 255	6 917 894	231 955 290	0
0	0	0	0	0	0
3 280 894 848	3 267 182 832	3 280 894 848	3 267 182 832	12 190 618	0
1 128 182 227	1 035 314 253	1 128 182 227	1 035 314 253	2 691 889 269	0
358 328 071	358 328 071	358 328 071	358 328 071	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
4 773 541 401	4 667 744 050	4 773 541 401	4 667 744 050	2 936 035 177	0
650 791 307	850 791 307	650 791 307	850 791 307	0	0
0	7 014 951	0	7 014 951	0	53 777 970
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
650 791 307	657 806 258	650 791 307	657 806 258	102 516 002	0
310 648 186	313 162 944	310 648 186	313 162 944	0	70 357 950
0	0	0	0	0	0
0	2 222 940	0	2 222 940	0	13 647 168
0	0	0	0	0	0
310 648 186	315 385 884	310 648 186	315 385 884	0	84 005 116
956 485 242	745 521 931	956 485 242	745 521 931	210 963 311	0
0	0	0	0	223 768	0
8 861 637	17 712 621	8 861 637	17 712 621	437 241	0
1 211 890	1 211 890	1 211 890	755 699	591 254	0
16 589 581	7 650 079	16 589 581	986 974	4 289 072	0
1 123 372	1 123 040	2 181 289	1 123 040	0	3 699 981
984 271 722	773 219 561	985 329 639	766 100 265	216 504 656	3 599 991

Balance d'entrée			Opérations non budgétaires			Total des opérations			Balance de sortie		
Comptes	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	
4663	0	651 508	684 464	737 253	684 464	737 253	0	704 297	0	704 297	
4664	0	0	0	238 336	0	238 336	0	234 007	0	234 007	
467	0	78 212 478	5 853 600	54 786 764	5 853 600	54 786 764	0	125 125 642	0	125 125 642	
4682	0	675 824 046	1 022 888 846	1 353 733 608	1 022 888 846	1 353 733 608	0	1 006 608 808	0	1 006 608 808	
4684	938 839 576	0	1 353 733 608	141 550 636	1 353 733 608	141 550 636	2 161 022 548	0	0	0	
4686	0	0	0	825 195 885	0	825 195 885	0	825 195 695	0	825 195 695	
4687	1 188 839 442	0	452 460 556	1 114 204 576	452 460 556	1 114 204 576	546 869 875	0	0	0	
46	2 127 679 078	752 688 032	2 835 621 074	3 490 426 868	2 835 621 074	3 490 426 868	2 697 892 423	1 957 928 449	2 697 892 423	1 957 928 449	
4718	2 567 313	0	3 726 624 408	3 214 953 671	3 726 624 408	3 214 953 671	0	23 108 677	0	23 108 677	
47181	0	8 099 773	604 865	0	604 865	0	0	5 495 108	0	5 495 108	
47182	0	2 580 444	52 786 247	53 569 077	52 786 247	53 569 077	0	3 363 274	0	3 363 274	
47183	0	8 095 408	0	1 447 257	0	1 447 257	0	9 542 685	0	9 542 685	
4728	0	0	33 903 680	33 750 000	33 903 680	33 750 000	153 680	0	153 680	0	
47281	0	0	960 101	960 101	960 101	960 101	0	0	0	0	
476	0	0	3 371 993 576	3 371 993 576	3 371 993 576	3 371 993 576	0	0	0	0	
47	2 567 313	16 175 625	7 186 872 677	6 676 673 682	7 186 872 677	6 676 673 682	163 680	41 509 724	163 680	41 509 724	
486	254 152	0	0	0	0	0	254 152	0	254 152	0	
487	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
48	254 152	0	0	0	0	0	254 152	0	254 152	0	
491	0	2 269 835 126	0	297 187 307	0	297 187 307	0	2 567 022 433	0	2 567 022 433	
49	0	2 269 835 126	0	297 187 307	0	297 187 307	0	2 567 022 433	0	2 567 022 433	
classe 4	5 087 908 583	3 505 740 028	25 137 512 177	25 505 039 408	25 137 512 177	25 505 039 408	5 953 356 090	4 966 695 141	5 953 356 090	4 966 695 141	
507	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
515	665 871 004	0	5 999 516 834	5 699 436 915	5 999 516 834	5 699 436 915	965 850 923	0	965 850 923	0	
531	482 830	0	390 181 293	383 484 431	390 181 293	383 484 431	7 159 192	0	7 159 192	0	
58	0	0	677 946 369	677 946 369	677 946 369	677 946 369	0	0	0	0	
classe 5	666 353 334	0	7 067 624 495	6 760 867 715	7 067 624 495	6 760 867 715	973 110 115	0	973 110 115	0	

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
6037	0	0			0	0	0	0
60610	116 436 478	683 651			116 436 478	683 651	115 752 827	0
60611	75 182 210	6 035 959			75 182 210	6 035 959	69 146 251	0
60612	6 300 516	419 027			6 300 516	419 027	5 881 489	0
6063	5 627 090	76 636			5 627 090	76 636	5 550 454	0
6064	5 928 319	188 314			5 928 319	188 314	5 740 005	0
60641	734 815	63 436			734 815	63 436	671 379	0
6065	398 602	0			398 602	0	398 602	0
6068	2 720 990	328 822			2 720 990	328 822	2 392 168	0
6071	791 184 439	271 217 426			791 184 439	271 217 426	519 967 013	0
6072	1 385 632	0			1 385 632	0	1 385 632	0
6073	5 687 914	1 090 647			5 687 914	1 090 647	4 597 267	0
60	1 011 587 005	280 103 918			1 011 587 005	280 103 918	731 483 087	0
6122	4 973 285	540 434			4 973 285	540 434	4 432 851	0
6132	23 170 148	5 182 000			23 170 148	5 182 000	17 988 148	0
6135	0	0			0	0	0	0
614	90 978 349	16 134 310			90 978 349	16 134 310	74 844 039	0
6152	11 556 227	660 220			11 556 227	660 220	10 896 007	0
61530	277 531 687	22 301 455			277 531 687	22 301 455	255 230 232	0
61531	186 541 988	1 667 883			186 541 988	1 667 883	184 874 105	0
6155	2 218 719	114 896			2 218 719	114 896	2 104 333	0
6156	19 175 041	250 664			19 175 041	250 664	18 924 477	0
616	19 100 032	1 731 137			19 100 032	1 731 137	17 368 895	0
6181	265 353	1 976			265 353	1 976	263 978	0
61	635 510 829	48 583 764			635 510 829	48 583 764	586 927 055	0
6226	5 509 698	1 022 495			5 509 698	1 022 495	4 487 203	0
6227	10 684 743	431 387			10 684 743	431 387	10 253 356	0
6231	6 623 904	686 949			6 623 904	686 949	5 936 955	0
6233	634 400	439 400			634 400	439 400	195 000	0
62338	1 107 020	0			1 107 020	0	1 107 020	0
6247	5 331 290	63 121			5 331 290	63 121	5 268 169	0
6248	52 570	13 900			52 570	13 900	38 670	0
6256	1 934 702	167 178			1 934 702	167 178	1 767 524	0
6257	1 676 075	24 210			1 676 075	24 210	1 651 865	0
626	14 524 906	442 356			14 524 906	442 356	14 082 550	0
6281	1 853 165	0			1 853 165	0	1 853 165	0
62820	66 442 180	4 236 861			66 442 180	4 236 861	62 205 319	0
62821	2 296 015	137 620			2 296 015	137 620	2 158 395	0
62825	123 342 015	0			123 342 015	0	123 342 015	0
62826	2 637 170	0			2 637 170	0	2 637 170	0
62	244 549 853	7 665 477			244 549 853	7 665 477	236 884 376	0
63512	0	0			0	0	0	0
6378	16 713 753	398 650			16 713 753	398 650	16 315 103	0
63	16 713 753	398 650			16 713 753	398 650	16 315 103	0
6411	652 353 419	4 412 162			652 353 419	4 412 162	647 941 257	0
6412	170 600	170 600			170 600	170 600	0	0
642	5 282 239	18 036			5 282 239	18 036	5 264 203	0
645	315 102 047	26 491 578			315 102 047	26 491 578	288 610 469	0
6472	3 319 697	0			3 319 697	0	3 319 697	0
64	976 228 002	31 092 376			976 228 002	31 092 376	945 135 626	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
6511	941 580	0			941 580	0	941 580	0
65410	0	0			0	0	0	0
65440	0	0			0	0	0	0
658	33 269 671	0			33 269 671	0	33 269 671	0
661	34 211 251	0			34 211 251	0	34 211 251	0
6611	211 617 195	70 363 012			211 617 195	70 363 012	141 254 183	0
66111	211 617 195	70 363 012			211 617 195	70 363 012	141 254 183	0
6712	20 300 372	6 135 255			20 300 372	6 135 255	14 165 117	0
6715	0	0			0	0	0	0
67180	4 329	4 329			4 329	4 329	0	0
67185	944 210	96 814			944 210	96 814	847 396	0
672	1 957 066	1 289 744			1 957 066	1 289 744	667 322	0
6752	4 378 285	0			4 378 285	0	4 378 285	0
6788	892 051 007	8 263 950			892 051 007	8 263 950	883 787 057	0
67	919 635 279	15 790 092			919 635 279	15 790 092	903 845 187	0
68111	10 521 000	0			10 521 000	0	10 521 000	0
68112	736 437 840	0			736 437 840	0	736 437 840	0
6815	29 429 205	11 535 630			29 429 205	11 535 630	17 893 575	0
68162	0	0			0	0	0	0
68174	297 187 307	0			297 187 307	0	297 187 307	0
6875	0	0			0	0	0	0
69	1 073 575 352	11 535 630			1 073 575 352	11 535 630	1 062 039 722	0
695	30 000	0			30 000	0	30 000	0
69	30 000	0			30 000	0	30 000	0
classe 6	5 123 658 519	465 532 919			5 123 658 519	465 532 919	4 658 125 600	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
7011	7 800 000	14 621 916			7 800 000	14 621 916	0	6 821 916
7083	113 752 105	975 048 220			113 752 105	975 048 220	0	861 286 115
70880	33 813 237	154 745 080			33 813 237	154 745 080	0	120 931 843
70881	0	0			0	0	0	0
70882	0	7 539 710			0	7 539 710	0	7 539 710
70	155 365 342	1 151 954 926			155 365 342	1 151 954 926	0	996 589 584
722	0	0			0	0	0	0
72	0	0			0	0	0	0
741	108 280 965	108 280 965			108 280 965	108 280 965	0	0
744	846 700 140	2 706 825 281			846 700 140	2 706 825 281	0	1 860 125 141
746	0	0			0	0	0	0
748	0	197 471 933			0	197 471 933	0	197 471 933
74	954 981 105	3 012 578 179			954 981 105	3 012 578 179	0	2 057 597 074
7582	0	0			0	0	0	0
7584	2 226 002	36 981 719			2 226 002	36 981 719	0	34 755 717
7585	0	0			0	0	0	0
75	2 226 002	36 981 719			2 226 002	36 981 719	0	34 755 717
761	0	47 280 091			0	47 280 091	0	47 280 091
764	0	0			0	0	0	0
76	0	47 280 091			0	47 280 091	0	47 280 091
7716	0	0			0	0	0	0
7718	0	862 289 328			0	862 289 328	0	862 289 328
772	311 966	24 472 612			311 966	24 472 612	0	24 160 646
7752	0	1 838 051			0	1 838 051	0	1 838 051
777	0	467 435 971			0	467 435 971	0	467 435 971
77	311 966	1 356 035 962			311 966	1 356 035 962	0	1 356 723 996
7816	0	0			0	0	0	0
78162	159 584 520	159 584 520			159 584 520	159 584 520	0	0
78174	0	0			0	0	0	0
7875	0	18 835 933			0	18 835 933	0	18 835 933
78	159 584 520	178 420 453			159 584 520	178 420 453	0	178 835 933
classe 7	1 272 468 935	5 783 251 330			1 272 468 935	5 783 251 330	0	4 510 782 395
Affectation du résultat de l'exercice au compte 12					4 510 782 395	4 658 125 600	4 510 782 395	4 658 125 600
Cumul	53 078 939 479	53 078 939 479	8 840 203 312	9 812 052 231	42 942 226 823	42 410 157 745	51 783 488 052	51 389 894 985
							65 935 701 627	65 935 701 626

COMPTE DE RESULTAT
EXERCICE
2014

CHARGES		
	2013	2014
CHARGES D'EXPLOITATION	3 148 833 403	3 612 996 230
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		
803 Variation de stock	6 774 634	0
808/7 Achat d'appro. non stockés	473 790 066	731 483 087
SERVICES EXTERIEURS		
812/3 Locations - Crédit bail	12 304 030	22 420 999
814 Charges de copropriété	53 385 849	74 844 039
815 Travaux d'entretien et de réparations	317 036 525	472 029 154
816 Primes d'assurance	21 873 601	17 368 895
818 Documentation	354 327	263 978
822 Rémunérations intermédiaires / honoraires	9 616 024	14 740 559
823 Publicité, information, publication	5 901 459	7 238 975
824 Transport de biens et transport collectif du personnel	7 628 781	5 308 839
825 Déplacements, missions et réceptions	3 548 523	3 419 389
828 Frais postaux et frais de télécommunication	12 058 188	14 082 550
828 Charges externes diverses	50 025 663	192 096 064
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS		
835/7 Autres impôts, taxes et versements assimilés	-13 413 584	16 315 103
CHARGES DE PERSONNEL		
841/2 Rémunérations du personnel	949 659 284	653 205 460
845 Charges de sécurité sociale	294 941 581	288 810 469
847 Autres charges sociales	0	3 319 697
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		
881 Dotations aux amortissements (charges d'exploitation)	943 301 727	1 062 038 722
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
851 Redevance logiciels	0	941 580
854 Créances de l'exercice et des exercices antérieurs	0	0
858 Charges sur ressources affectées	59 075	33 269 671
CHARGES FINANCIÈRES	108 237 348	141 254 183
861 Charges d'intérêts	108 237 348	141 254 183
CHARGES EXCEPTIONNELLES	90 569 649	903 845 187
871 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	14 703 685	15 012 513
872 Autres charges sur exercices antérieurs	22 450	667 322
875 Valeur comptable des actifs cédés	12 446 520	4 378 295
878 Autres charges exceptionnelles	63 395 994	863 787 057
887 Dotations aux amortissements (charges exceptionnelles)	0	0
IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES	50 000	330 000
Sous Total	3 347 689 400	4 658 125 600
Solde CREDITEUR (bénéfice)	0	0
TOTAL GENERAL	3 347 689 400	4 658 125 600

PRODUITS		
	2013	2014
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 314 865 123	3 107 778 308
Produits des activités		
701 Vente faire commerciaux	10 175 800	6 821 918
708 Produits des activités (locations)	988 959 613	989 767 668
Production immobilisée		
72 Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation		
74 Subventions d'exploitation	1 295 686 241	2 057 597 074
Reprises sur provisions		
78 Reprises sur provisions pour risques et charges	15 974 484	18 835 933
Autres produits		
75 Autres produits de gestion courante	69 075	34 755 717
PRODUITS FINANCIERS	48 671 438	47 280 081
76 Produits des placements	48 671 438	47 280 081
PRODUITS EXCEPTIONNELS	514 639 420	1 355 723 996
Sur opération de gestion		
771 Produits exceptionnels sur opération de l'exercice	34 024 359	862 289 328
772 Produits exceptionnels sur op. des ex. antérieurs	7 623 084	24 160 648
775 Produits des cessions des éléments d'actif	6 511 761	1 838 051
Sur opération en capital		
777 Subvention d'investissement versée au résultat	466 474 236	467 435 971
Sous Total	2 875 169 981	4 510 782 395
Solde DEBITEUR (perte)	472 519 419	47 343 205
TOTAL GENERAL	3 347 689 400	4 658 125 600

COMPTES DE RESULTAT 2014

BILAN
EXERCICE
2014

ACTIF

F 1002
Ind 1

		2013	2014		
Actif immobilisé		NET	BRUT	AMORT/PROV	NET
203	frais recherche	76 845 527	121 431 738	57 511 262	63 920 476
205	Licenses brevets	1 848 510	55 415 172	48 480 252	6 934 920
211	terrains	6 997 943 180	7 103 823 685		7 103 823 685
213	constructions	8 775 123 201	25 531 471 871	16 866 050 872	8 665 420 999
215	Install tech materiel outillage	0	11 942 303	8 056 933	3 885 370
218	autres immobilisations	36 392 055	292 570 112	256 708 054	35 862 058
231	immobilisations en cours	2 223 288 354	3 294 055 638		3 294 055 638
261	immobilisations financières	150 400 000	150 400 000		150 400 000
274/5	autres créances immobilisées	756 373 440	731 946 481		731 946 481

ACTIF IMMOBILISE	19 018 214 267	37 293 057 000	17 236 807 373	20 056 249 627
	(4)	(4)		(4)

Stocks

37	Stocks	0	0	0
----	--------	---	---	---

Créances d'exploitation

40	Débiteurs divers	0	0	0
41/491	Créances sur vente	574 953 715	2 936 035 177	2 567 022 433
42	Personnels et comptes rattachés	102 516 002	102 516 002	102 516 002
43	Autres créances	0	0	0
44	Subvention et autre à recevoir	10 103 257	216 504 656	216 504 656
466/468	Produits à recevoir	2 127 679 018	2 697 892 423	2 697 892 423
4718	Compte attente à régulariser	2 567 313	153 680	153 680

51/53	disponibilités	666 353 334	973 110 115	973 110 115
-------	----------------	-------------	-------------	-------------

486	charges constatées d'avance	254 152	254 152	254 152
-----	-----------------------------	---------	---------	---------

ACTIF CIRCULANT	3 484 426 791	6 926 466 205	2 567 022 433	4 359 443 772
	(5)	(5)		(5)

TOTAL ACTIF	22 502 641 058	44 219 523 205	19 803 829 806	24 415 693 399
-------------	----------------	----------------	----------------	----------------

PASSIF

F 1002
Ind 1

		2013	2014
<i>Capital</i>		NET	NET
102	dotation	409 131 909	409 131 909
106	réserves	2 235 947 416	2 235 947 416
11	report à nouveau	3 307 981 045	2 835 461 626
12	résultat net de l'exercice	-472 519 418	-147 343 205
13	subventions investissement	10 777 041 347	12 252 216 435
TOTAL		16 257 582 299	17 585 414 181
		(1)	(1)
<i>Provisions pour risques et charges</i>			
15	provisions	1 785 406 383	1 784 464 025
TOTAL		1 785 406 383	1 784 464 025
		(2)	(2)
<i>Dettes</i>			
16	emprunts	3 223 747 474	2 646 142 484
		(3)	(3)
<i>Dettes d'exploitation</i>			
40	dettes fournisseurs	332 160 065	258 851 468
42/43	dettes sociales et fiscales	126 030 437	137 783 086
44	impôts et taxes	8 250 743	3 599 981
46	charges à payer	752 688 032	1 957 928 449
47	recettes à régulariser	16 775 625	41 509 724
487	produits constatés d'avance	0	0
DETTES		4 459 652 376	5 045 815 192
		(6)	(6)
TOTAL PASSIF		22 502 641 058	24 415 693 398
fonds de roulement		2 248 521 889	1 959 771 063

L'agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte ; il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exceptions, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'établissement pendant l'année 2014 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Papeete, le
l'Agent Comptable

Karim LAOUITI

L'ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

A Papeete, le
La Directrice Générale par Intérim

Catherine CARLOTTI

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 24 juin 2015

A Papeete, le
Le Président du Conseil d'Administration

Tearii ALPHA

ANNEXE DU COMPTE FINANCIER 2014

I. PRINCIPES, RÈGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes présentés par l'Office Polynésien de l'habitat ont été établis conformément à l'instruction comptable M9-5 dans le respect des principes généraux de prudence, de régularité et de sincérité, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principes retenus ci dessus ainsi que les règles et méthodes appliquées sont identiques à ceux de l'exercice précédent.

L'activité de l'office est définie par son statut et consiste essentiellement dans la construction et la gestion de logements sociaux. L'exercice social commence le 1^{er} janvier N et s'achève le 31 décembre N. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

II. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Changement de Direction

L'année a été marquée par un changement de Directrice Générale. Mme Catherine CARLOTTI a donc pris ses fonctions le 14 mai 2014 en lieu et place de Mme EBB Sandra.

2. Remboursement du Prêt DEXIA

Le prêt DEXIA octroyé pour les opérations de défiscalisation Vaimarua et Teaito est arrivé à terme en décembre 2014. Cependant, l'OPH n'était pas en mesure d'honorer son échéance à concurrence de 831 MF (825MF en capital et 6 MF au titre des intérêts) et a du faire jouer la garantie du Pays.

Pour solder l'emprunt au compte 164, un produit exceptionnel a été constaté pour un montant de 825 MF. Des négociations sont actuellement en cours avec le Pays pour finaliser les modalités de remboursement par l'OPH de cette garantie ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge exceptionnelle pour un même montant.

3. Nouveau prêt AFD

Le 29 décembre 2014, un nouveau prêt de 847 MF (7,1 Millions d'euro) a été accordé par l'Agence Française de Développement (AFD) à l'OPH pour le financement des opérations : Domaine Labbé, Teroma extension et Vaitupa-Paea. Ce prêt bénéficie de la garantie accordée par le Pays.

III. NOTES SUR LE BILAN

Le tableau des immobilisations figurant en annexe du compte financier mentionne les mouvements de l'exercice.

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les études et les logiciels. Leur durée d'amortissement est de 4 ans.

Il a été décidé lors du conseil d'administration du 3 mars 2009 d'amortir les frais d'études relatifs à des projets abandonnés sur la même durée.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées au bilan conformément à la règle du coût historique complet. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie économique estimée des biens et autorisés par délibération du Conseil d'Administration.

Les taux utilisés sont les suivants :

Matériels et outillages	:	25 %	4 ans
Agencements installations	:	20 %	5 ans
Matériel de transport	:	20 %	5 ans
Matériel de bureau et informatique	:	25 %	4 ans
Mobilier de bureau	:	25 %	4 ans

Bâtiments	:	6.66 % et 5%	15 et 20 ans
Agencements immeubles	:	25 %	4 ans

Il est à noter que les chauffe-eaux solaires financés dans le cadre de la rénovation du parc ancien de l'OPH et comptabilisés au compte 2135 « installations, agencements, aménagements » sont amortis sur 10 ans ce qui correspond à leur durée de vie estimée (garantie décennale).

De la même façon, les compteurs d'eau comptabilisés au compte 2153 « Installations à caractère spécifique » sont amortis sur 5 ans ce qui correspond à leur durée de vie estimée.

Livraison de 25 logements en 2014 :

Résidence TEIVIROA (ex-nina peata) : 25 logements individuels, livrés le 22 décembre 2014 en location simple.

Sortie de logements et de terrains en 2014 dans le cadre de l'accession à la propriété

- 1 logement du lotissement FAUTUA
- 1 logement du lotissement PIRAE UTA
- 6 logements du lotissement TAAPUNA
- Pour information, 12 logements sur TE PUHAPA ont été vendus fin 2014 mais comptabilisés en 2015.

3. Immobilisations en cours

Le compte 231 « immobilisations en cours » a pour objet de faire apparaître la valeur des immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice. Au 31 décembre 2014, son montant s'élève à 3 361MF.

Il correspond à plusieurs projets en cours dont les plus importants sont MOTIO, Les HAUTS DE TEROMA, VAITEMANU, TOAHOTU, VAIRAI, ainsi que certaines dépenses liées aux grosses réparations.

4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par les titres SCI2T pour 150 MF, le prêt aux défiscalisants pour 727MF, le dépôt de garantie pour les hangars de stockage et par les cautionnements liés au leasing de véhicules.

5. Stocks

Le stock final constaté au 31/12/2014 est à 0.

6. Clients

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Les provisions ont été comptabilisées en couverture de 100% des créances à plus d'un an, 50% des créances de 6 mois à 1 an et 25% des créances inférieures à 6 mois pour les créances de loyers. L'exercice 2014 est marqué par l'absence d'admission en non valeur des créances ce qui aurait pu réduire mécaniquement le niveau des impayés.

Le montant de la dotation s'élève à 289 084 942 Fcfp.

Les créances hors loyers dont le recouvrement paraît compromis ont été provisionnées pour leur valeur nominale, soit 8 102 365 Fcfp. Dans le même temps, aucune reprise n'a été comptabilisée.

7. Autres créances

En 2014, le bilan a été fortement impacté par 3 principaux éléments :

Le 1er est consécutif à la prise en compte des programmes 150Fare Bois (1 160 MF) et 34 kits ex FDA (193 MF) comptabilisés à l'actif en produits à recevoir sur ressources affectées : voir annexe 5 jointe)

Le 2nd consiste en une hausse des subventions d'exploitation reçues en 2014 (+ 210 MF). Les années précédentes, les subventions d'exploitation étaient perçues en décalé d'où la comptabilisation en produits à recevoir. En 2014, elles ont été reçues durant l'exercice.

Le 3ème provient de la hausse des subventions d'investissement inscrites au passif (+ 1 475 MF).

8. Affectation du résultat

Le conseil d'administration ayant statué sur les comptes de l'exercice 2013 a affecté le résultat en "Report à nouveau" pour sa totalité soit - 472 519 419 Fcfp.

9. Subventions

Les subventions d'investissement obtenues sont enregistrées à hauteur des montants demandés et/ou encaissés.

Les subventions relatives aux constructions sont rapportées au résultat au même rythme que la durée de vie estimée du bien.

Les subventions obtenues dans le cadre de l'acquisition de terrain sont rapportées en totalité au résultat sur l'exercice de cession du terrain.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées des éléments suivants :

10.1 Provisions pour risques

Le montant des dotations aux provisions 2014 est réduit par rapport à l'exercice précédent (9,4 MF contre 11,5 MF en 2013). Elles couvrent les risques raisonnablement encourus ou avérés dans le cadre des contentieux. Au 31 décembre 2014, elles s'élèvent à 9 472 991. Les provisions inscrites sur l'exercice sont liées à des litiges avec une entreprise et avec 2 membres du personnel.

Un contentieux oppose l'OPH à la SCI TOOFA.

Rappel des faits :

L'OPH a réservé auprès de la SCI TOOFA l'achat de 157 logements en l'Etat Futur d'Achèvement au terme d'un acte notarié du 17 septembre 2012. Cette réservation a été conclue sous diverses conditions suspensives dont l'agrément de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) s'agissant d'une opération financée dans le cadre de la défiscalisation.

La date de réalisation des conditions ayant été reporté plusieurs fois et la dernière fois pour le 30 juin 2013, ce projet a été abandonné par notre conseil d'administration en sa séance du 21 juin 2013.

La SCI TOOFA a donc porté l'affaire devant la justice en assignant l'OPH devant le Tribunal civil de Papeete à la date du 21 janvier 2015.

Elle y a réclamé les sommes suivantes :

- 445 MF au titre de la clause pénale
- 112 MF au titre des indemnités de résiliation de marché
- 113 MF au titre de la perte de marge
- 86 MF d'honoraires comptables, financiers et juridiques
- 1 077 MF au titre du remboursement du crédit d'impôt des défiscalisants
- 10 MF au titre du préjudice d'image et de réputation

Soit un total de 1 843 MF

Suite à la consultation de l'avocat de l'OPH, Me FROMENT-MEURICE, celui-ci conclut que la SCI TOOFA devra être déboutée de toutes ses demandes pour les raisons suivantes :

- Le refus de l'OPH de proroger le contrat de réservation ne constitue pas une faute contractuelle et par conséquent ne justifie pas l'allocation de dommages et intérêts.
- Le défaut de lien de causalité entre la non prorogation du contrat de réservation et les prétendus préjudices subis par la SCI TOOFA. En matière de responsabilité contractuelle, 3 conditions doivent être réunies pour pouvoir faire l'objet de dommages et intérêts : une faute, un préjudice et un lien de causalité entre la faute et le préjudice. L'OPH n'ayant commis aucune faute, les préjudices n'existent pas.

De par les conclusions de l'avocat de l'OPH, aucune dotation n'a été constatée.

Contentieux entre l'OPH et les ex-employés du FDA

L'objet du recours porte sur le fait de savoir si l'OPH a repris les missions du Fonds de Développement des Archipels (FDA) lors de sa dissolution et de ce fait si les contrats des ex-agents du FDA devraient être poursuivis (en cas de reprise des missions et donc avec reprise de l'ancienneté) ou si de nouveaux contrats s'appliquent sans reprise de l'ancienneté (selon l'Inspection Générale de l'Administration, IGA, il n'y a pas de reprise d'ancienneté).

2 agents ont sollicité l'inspection du travail qui a tenu une position différente de l'IGA et donc de l'OPH.

L'OPH a contesté les décisions de l'inspection du travail devant le tribunal administratif. Les 2 agents ont donc porté l'affaire devant le tribunal du travail.

Aujourd'hui, le tribunal du travail sursoit à statuer tant que la décision du tribunal administratif (TA) n'est pas définitive. La décision du TA est contestée devant la Cour Administrative d'Appel (CAA) par l'OPH. C'est seulement à l'issue de cette procédure que le tribunal du travail donnera sa position.

De ce fait, aucune provision n'a été constatée en 2014.

10.2 Provisions pour grosses réparations

Vues les provisions importantes jusqu'alors constituées par des dotations annuelles estimées à 1% de la valeur du parc immobilier jusqu'en 2011 (de l'ordre de 230 MF annuel), et au regard des faibles montants de reprises annuelles, effectuées principalement sur le parc nouveau, il a été décidé cette année de ne pas doter de provisions pour grosses réparations.

En effet, cette provision de 1,66 milliard de francs devrait permettre de mener des travaux de grosses réparations sur 6 ans, sur la base de dépenses annuelles moyennes estimées de 300 MF sur le parc.

Des programmes de sécurisation des talus et de sécurisation électrique pour 1 000 MF HT seront financés dans le cadre du Contrat de Projet et devraient être menés à terme en 2015 voir 2016.

Au cas où ces programmes ne seraient pas renouvelés, il conviendra de pouvoir présenter un plan d'actions pluriannuel pour l'intervention de l'établissement en matière de grosses réparations qui puisse asseoir une enveloppe de provisions basée sur une gestion technique du patrimoine.

10.3 Autres provisions

Une provision exceptionnelle relative à la mise en débet des 2 agents comptables de l'établissement en poste de 2002 à 2009 avait été passée en 2011 à hauteur de 101 516 002 F. En l'absence de réponse de la Cour des Comptes sur la remise gracieuse, aucune reprise n'a été effectuée en 2014.

11. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Le tableau des créances et des dettes figurant en annexe mentionne les durées restant à courir des emprunts.

L'endettement global de l'OPH a évolué suite au remboursement de 266 MF de capital emprunté : 7,5 MF pour la Banque de Polynésie, 8,3 MF pour la Banque de Tahiti, 243,7 MF pour L'Agence Française de Développement (AFD) et 6.6 MF pour DEXIA. De plus, le dernier tirage du contrat souscrit auprès de l'AFD a été effectué pour 514 MF en 2014.

A noter également le remboursement de l'emprunt DEXIA à hauteur de 825 MF consécutif à l'activation de la garantie du Pays.

L'endettement de l'OPH est essentiellement constitué de financements souscrits auprès de l'AFD (98% du financement actuel). Au 31 décembre 2014, le montant des emprunts s'élève à 2 630 854 695 F.

Les intérêts courus non échus ont été comptabilisés pour 15 287 786 F.

12. Dettes d'exploitation

Les dettes sont portées au bilan pour leur valeur nominale après prise en compte de toutes les charges à payer pouvant résulter tant des obligations contractuelles de la société que des législations fiscales et sociales en vigueur sur le Territoire. Leur échéance est inférieure à un an.

Elles s'élèvent à 2 399 672 708 F. Cette hausse de plus de 1 163MF par rapport à 2013 s'explique par la variation importante du poste de charges à payer consécutive à la comptabilisation de la charge suite au règlement du prêt DEXIA (825 MF) et des charges sur ressources affectées (330MF).

Les charges à payer augmentent de 1 205MF principalement du fait de la prise en compte du programme 150 Fare Bois.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Eléments relatifs au résultat d'exploitation

Les recettes d'exploitation s'établissent à 3 107 778 308 F en 2014 (pour mémoire, 2 311 815 123 F en 2013) soit une hausse de 34% sur l'exercice, principalement due à la hausse des subventions (+59 %) en rapport avec les programmes 118 Fare Bois et 150 Fare Bois.

Les charges d'exploitation s'établissent à 3 604 575 651F en 2014 (pour mémoire, 3 148 833 403 F en 2013), soit une hausse de 14 %. Cette hausse est à rapprocher de celle de l'activité de construction en habitat dispersé (hausse des achats de 54%), ainsi que de la hausse des dépenses de fonctionnement de l'OPH essentiellement des charges liées aux travaux d'entretien et de réparations (+49%), des charges externes diverses consécutives à la mise en œuvre des fare (+284%).

Pour information, une régularisation de charges de 2011 a été effectuée en 2014 pour 14 MF.

2. Résultat financier

Le résultat financier est une perte de 94MF.

Il se compose notamment de produits financiers relatifs à l'opération de défiscalisation avec la SCI2T pour 47 MF ainsi que de charges financières pour 141 MF relatives aux emprunts bancaires.

3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'établit à 451 878 809 F.

Les principaux éléments au niveau des produits exceptionnels sont la quote-part des subventions virées au compte de résultat pour 467 435 971 F et les produits exceptionnels sur opération de l'exercice.

Le résultat exceptionnel a été impacté par la prise en compte du produit exceptionnel lié au remboursement du prêt DEXIA ainsi que par la charge exceptionnelle en contrepartie pour neutraliser l'opération.

Compte tenu que certains postes en exploitation ont dépassés le budget prévu (Taxes diverses), certains éléments ont été comptabilisés en charges exceptionnelles sur 2014.

Une régularisation des commissions d'aval de 2011 à 2013 a été effectuée en 2014 pour un montant de 50 MF.

V. AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif à la clôture de l'exercice.

Par effectif, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par l'entreprise. Il est composé à la clôture des comptes de 147 personnes en CDI et 1 collaborateur en CDD.

2. Engagements hors bilan

Enfin, au 31 décembre 2014, l'OPH a évalué son engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite à un montant de 30 664 937 F. La provision représente le montant des engagements de retraite à l'égard des salariés en proportion de leur ancienneté et attribué le jour de leur départ à la retraite. Il est tenu compte de la probabilité pour chaque salarié d'être actif et de rester dans l'entreprise jusqu'à la retraite. Il a été décidé de prendre un taux moyen d'augmentation des rémunérations annuelles de 2,5%.

Les emprunts contractés par l'OPH sont garantis par le Pays.

AMORTISSEMENTS - SITUATION ET MOUVEMENTS (synthèse)

au 31/12/2014

COMPTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	DOTATION DE L'EXERCICE / LINEAIRE	DIMINUTION DE L'EXERCICE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS EN EXERCICE
TOTAL 1 : COMPTE = 203, FRAIS D'ETUDES	47 311 531	10 199 731	0	57 511 262
TOTAL 1 : COMPTE = 205, BREVETS ET LICENCES	48 158 983	321 269	0	48 480 252
TOTAL 1 : COMPTE = 2131, BATIMENTS SOL PROPRE	16 030 140 231	690 829 409	31 538 997	16 689 430 643
TOTAL 1 : COMPTE = 2135, INST. AGENC. AMENAG. CONSTRU.	134 457 011	42 163 218	0	176 615 813
TOTAL 1 : COMPTE = 2154, MATERIEL INDUSTRIEL	8 056 933	0	0	8 056 933
TOTAL 1 : COMPTE = 2181, INSTALL. GENE. ET AGENC.	45 576 702	0	0	45 581 117
TOTAL 1 : COMPTE = 2182, MATERIEL ROULANT	83 788 636	2 462 000	0	86 250 636
TOTAL 1 : COMPTE = 2183, MAT. DE BUREAU ET INFORMATIQUE	49 657 155	0	0	49 657 155
TOTAL 1 : COMPTE = 2184, MOBILIER DE BUREAU	67 747 480	0	0	67 747 480
TOTAL 1 : COMPTE = 2188, MATERIELS LOURDS	6 492 869	983 213	0	7 476 082
TOTAL GENERAL	165 21 387 531	746 958 640	31 538 997	172 36 807 439



ETAT DES CREANCES DOUTEUSES AU 31/12/2014

CLIENTS	CREANCES	PROVISIONS				
	Créances fin 2014	Provisions 2014 début de l'exercice	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice	Taux de Provision Cumulé
Créances à plus d'un an (100%)	2 313 014 442	1 994 744 853	295 987 812		2 290 732 665	100%
Créances de plus de 6 mois à moins d'un an (50%)	1 653 331 465	87 886 826		5 221 093	82 665 733	50%
Créances de moins de 6 mois (25%)	200 858 057	51 896 231		1 681 777	50 214 514	25%
Total des créances locatives (hors AFL)	2 679 203 964	2 134 527 970	295 987 812	6 902 870	2 423 612 912	90%
Créances hors Gestion Locative	244 145 908	135 307 157	8 102 365	0	143 409 522	59%
TOTAL DES CREANCES DOUTEUSES	2 923 349 872	2 269 835 126	304 090 177	6 902 870	2 567 022 433	88%

ETAT DES PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS AU 31/12/2014

Valeur Parc Immobilier	Provisions début exercice nette des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice nette des reprises	Taux de Provision Cumulé
24 939 720 443	1 659 584 520	0	0	1 659 584 520	6,7%

Vues les provisions importantes jusqu'alors constituées par des dotations annuelles estimées à 1% de la valeur du parc immobilier jusqu'en 2011 (de l'ordre de 230.MF annuel), et au regard des faibles montants de reprises annuelles, effectuées principalement sur le parc nouveau, il a été décidé cette année de ne pas doter de provisions pour grosses réparations.

En effet, cette provision de 1,66 milliard de francs devrait permettre de mener des travaux de grosses réparations sur 6 ans, sur la base de dépenses annuelles moyennes estimées de 300 MF sur le parc.

Des programmes de sécurisation des lotissements et de sécurisation électrique sont inscrits au Contrat de Projet et devraient être menés à terme au cours de ces prochaines années.

Au cas où ces programmes ne seraient pas renouvelés, il conviendra de pouvoir présenter un plan d'actions pluriannuel pour l'intervention de l'établissement en matière de grosses réparations qui puisse asseoir une enveloppe de provisions basée sur une gestion technique du patrimoine.

SITUATION DES EMPRUNTS AU 31/12/2014

BANQUE	Capital dû au 31/12/2013	Capital souscrit en 2014	Versements échus au cours de l'exercice			Durée de remboursement du capital restant dû à la clôture de l'exercice			
			Total	Capital	Intérêts	Total	A - 1 an	A + 1 an et - 5 ans	A + 5 ans
Banque de Polynésie	7 513 054	0	7 605 816	7 513 054	92 762	0	0	0	0
Banque de Tahiti	59 894 625	0	8 837 081	8 333 924	503 157	51 560 701	8 440 658	34 403 091	8 716 952
Agence Française de Dvpt	2 311 453 867	514 366 182	319 799 588	243 757 907	76 041 681	2 582 062 142	264 122 328	1 254 486 978	1 063 452 836
Dexia (SFIL)	831 877 828	0	42 724 004	6 682 130	36 041 874	0	0	0	0
TOTAL	3 210 739 374	514 366 182	3 789 666 489	266 287 015	142 679 474	2 633 622 843	272 562 986	1 288 690 069	1 072 169 788

Les intérêts courus non échus représentent la somme de 15 287 786 F cfp.

Le remboursement du prêt Dexia a été réalisé en 2014, à hauteur de 6 682 130 F cfp du capital par l'établissement, et à hauteur de 825 195 695 F cfp du capital par le Pays au titre de sa garantie apportée à l'emprunt. C'est ce qui a permis de solder cet emprunt par le biais d'une recette exceptionnelle.

Le remboursement du prêt contracté auprès de la Banque de Polynésie a été réalisé en 2014 à hauteur de 7 513 054 F cfp du capital, ce qui correspondait au capital restant dû sur les avis d'échéance de l'emprunt. Le montant des emprunts au 31 décembre 2014 s'élève à 2 630 854 695 F. Une régularisation de la différence sera effectuée en 2015.

SUIVRES DES PRODUITS A RECOURVER ET CHARGES A PAYER

Programme	Operation	4682 Charges à payer	4684 Produits à recevoir	Commentaires
1000 FARE D'UR 2006	Convention	17 236 399	17 236 399	Arrêté n°1238/PR du 21/11/05
	Encaissement 2005			03/01/2006
	Encaissement 2006			14/09/2006
	Encaissement 2008			
	Réalisation 2005	843 074	251 940 000	
	Réalisation 2006	545 778 477	251 940 000	
	Encaissement 2007			28/11/2007
	Réalisation 2007	253 479 487	101 288 800	Participations
	Réalisation 2008	8 604 927	3 706 200	
	Encaissement 2009			
	Réalisation 2009	2 859 203		
	Réalisation 2010	-6 931 019		
	Réalisation 2010	0		
	Solde clôture 2009	-176 434 832	-17 302 300	FINANCEMENT TTC
		0	0	

30 FARE D'UR 2006	Convention	17 236 399	17 236 399	Arrêté n°2392/PR du 08/09/06
	Encaissement 2006			02/10/2006
	Réalisation 2006	27 944 770	71 145 000	
	Encaissement 2007			27/11/2007
	Réalisation 2007	164 177 431	28 599 700	Participations
	Réalisation 2008	62 363 045	71 145 000	Participations
	Encaissement 2008			
	Réalisation 2008	4 488 537	13 779 600	
	Réalisation 2009			
	Encaissement 2009			
	Réalisation 2010	1 604 196	2 734 200	Pas d'encaissement en 2009
	Encaissement 2010			Acompte n°2
	Réalisation 2011	1 135 622	71 145 000	Participations réintégré
	Régularisation 2011		472 000	FINANCEMENT TTC
		17 236 399	17 979 500	

30 FARE D'UR 2007	Convention	17 236 399	17 236 399	Arrêté n°1903/Cm du 28.12.07
	Encaissement 2007			Participations
	Réalisation 2007	3 372 013	22 749 500	
	Encaissement 2008			25.02.08 : Avance de 30%
	Réalisation 2008	153 380 720	121 975 000	Participations
	Encaissement 2008			Annulations des participations
	Régularisation 2008			
	Réalisation 2009	33 456 433	10 672 200	Acompte n°1 du 08.01.2009
	Encaissement 2009			Participations
	Réalisation 2009	49 549 709	24 937 887	
	Réalisation 2010	486 406	5 169 900	Participations réintégré
	Régularisation 2011			
	Réalisation 2011	14 807 399	4 324 300	demande d'acompte du 72MF en 2012 versée en 2013
	Encaissement 2012		0	Paiement de l'acompte demandé en 2012
	Réalisation 2013	328 212	72 852 149	FINANCEMENT TTC
		26 239 057	25 679 764	

465 FARE BOIS 2008	Convention	2 992 000 000	2 992 000 000
	Encaissement 2008		13 809 050
	Réalisation 2008	430 105 049	
	Réalisation 2009	1 135 808 424	
	Encaissement 2009		782 175 448
	Encaissement 2009		116 308 170
	Réalisation 2010	866 392 575	
	Encaissement 2010		460 377 402
	Encaissement 2010		139 809 652
	Encaissement 2010		250 000 000
	Encaissement 2010		45 772 850
	Encaissement 2010		-417 000
	Encaissement 2008		
	Encaissement 2009		
	Réalisation 2011	479 556 839	
	Encaissement 2011		722 622 378
	Encaissement 2011		16 427 415
	Régularisation 2011		20 082 008
	Réalisation 2012	81 685 969	
	Encaissement 2012		4 076 360
	Encaissement 2012		483 976 199
	Réalisation 2013	6 579 911	
	Encaissement 2013		69 075
	Réalisation 2014	5 204 796	
	Encaissement 2014		

-13 333 563

-65 088 907

Arrêté n°2001/CM du 30.12.08
Participations
Avance et acompte n°1
Participations
Acompte n°2
Acompte n°3
Acompte n°4
Participations
Annulation participation titre n°241/09 Faus Eugène & Hérédité Delphine
Participations complément
Participations complément
Acompte n°5
Participations
Participations réaffectées
Participations
Acompte n°6
Participations
FINANCEMENT TTC

118 FARE BOIS 2013	Convention	87 125 559 76	87 125 559 76
	Réalisation 2013	19 423 822	
	Réalisation 2013	151 736 214	
	Réalisation 2013	114 953 491	
	Encaissement 2013		
	Réalisation 2014	514 639 552	
	Encaissement 2014		33 269 671
	Encaissement 2014		108 280 965

70 502 897

729 705 340

Pas d'encaissements
Participations
Avance Etat (30%)
FINANCEMENT TTC

34 FARE ex-FDA 2013	Convention		193 763 044	193 763 044
	Réalisation 2013	1 083 454		
	Encaissement 2013			
	Réalisation 2014	69 631		
	Encaissement 2014			

Pas d'encaissements

Pas d'encaissements
mais on a passé des produits à recevoir pour
l'avance de 50% demandée en novembre 2014
et versée début 2015

FINANCEMENT TTC

150 FARE BOIS 2014		192 609 909	193 763 044
	Programme arrêté à :	1 160 000 000	1 160 000 000
	Réalisation 2014	503 404 927	
	Encaissement 2014		

Pas d'encaissements

FINANCEMENT TTC

PROGRAMMES NON SOLDES		650 595 073	1 160 000 000
	Régularisation 2002		9 201 680
	Régularisation 2003		7 160 060
	Régularisation 2004		4 177 380
	Régularisation 2005		-9 809 950
	Régularisation 2006		8 827 040
	Régularisation 2007		-6 734 300
	Régularisation 2008		9 789 260
	Régularisation 2007		-3 151 300
	Régularisation 2008		2 073 430
	Régularisation 2009		12 338 000
	Régularisation 2009		-8 285 320
	Régularisation 2007		22 000 530
	Régularisation 2010		10 229 230
	Régularisation 2010		-3 587 350
	Régularisation 2011		-3 582 900
	Régularisation 2011		-26 644 070
	Régularisation 2011		-20 082 008
	Régularisation 2011		-4 924 300
	Régularisation 2011		-472 000

participations remboursées

participations remboursées et annulées
participations remboursées et annulées
Participations réintégrées dans le programme 250 FB 07
Participations réintégrées dans le programme 485 FB 08
Participations réintégrées dans le programme 30 FB 07
Participations réintégrées dans le programme 30 FB 06

	0	1 395 098
5 637 803 396	6 587 653 169	6 693 716 720
949 949 773	949 949 773	12 063 433 839
		2 063 433 839

ETAT DE REPORT DE CREDITS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2014 SUR L'EXERCICE 2015

N°COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P.+D.M.)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES
203	Frais de recherche et de développement	11 600 000	0	11 600 000
205	Brevets et licences	5 830 221	5 407 679	422 542
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 430 221	5 407 679	12 022 542
211	Terrains	1 037 681 452	110 258 800	927 422 652
213	Constructions	12 135 376	0	12 135 376
215	Instal. techniques, mat. et outil. industriels	31 752 092	3 885 370	27 866 722
218	Autres immobilisations corporelles	47 046 873	2 915 216	44 131 657
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 128 615 793	117 059 386	1 011 556 407
231	Immobilisations corporelles en cours	10 502 464 991	1 691 332 389	8 811 132 602
23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 502 464 991	1 691 332 389	8 811 132 602
26	Titres de participations	0	0	0
26	PARTICIPATIONS	0	0	0
274	Autres prêts	0	0	0
275	Dépôts et cautionnements versés	4 000 000	2 200 000	1 800 000
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	4 000 000	2 200 000	1 800 000
	TOTAL	11 652 511 005	1 815 999 454	9 836 511 551

L'agent comptable

La Directrice Générale, p.i

Karim LAOUITI

Catherine CARLOTTI

ETAT DETAILLE DES CREDITS REPORTEES AU 31/12/2014					
N° COMETE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P.+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTEES	Observations
203	Frais d'études	10 000 000	0	10 000 000	
203	Etudes RHI OUTUMAORO	1 600 000	0	1 600 000	
205	Brevets et licences	5 830 221	5 407 679	422 542	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 430 221	5 407 679	12 022 542	
211	Divers terrains	60 000 000	0	60 000 000	
211	OUTUMAORO Nina Peata	110 258 800	110 258 800	0	
211	TOAHOTU (Transfert Pays)	59 999 862	0	59 999 862	
211	MOTIO (Transfert Pays)	516 361 300	0	516 361 300	
211	VAIRAI	90 316 000	0	90 316 000	
211	VAITEMANU 2	200 745 490	0	200 745 490	
211	TERRAINS	1 037 681 452	110 258 800	927 422 652	
2135	Install. Agenc. Aménag.	12 135 376	0	12 135 376	
213	CONSTRUCTIONS	12 135 376	0	12 135 376	
2153	Installations à caractère spécifique	30 000 000	3 885 370	26 114 630	
2154	Matériel et outillage	1 752 092	0	1 752 092	
215	INSTALL. TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE	31 752 092	3 885 370	27 066 722	
2181	Installations générales et agencements	9 844 088	136 380	9 707 708	
2182	Matériel roulant	5 000 000	0	5 000 000	
2183	Matériel bureau et informatique	7 859 858	2 778 836	5 081 022	
2184	Achat de mobilier pour cités de transit	17 262 927	0	17 262 927	
2184	Mobilier	4 000 000	0	4 000 000	
2188	Matériel lourd	3 080 000	0	3 080 000	
218	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	47 046 873	2 915 216	44 131 657	
21	IMMOBILISATIONS	1 128 615 793	117 059 386	1 011 556 407	

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P.+D.M.)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES	Observations
231	DIVERS (Immobilisations en cours)	66 796 707	11 726 802	55 069 905	Peretuna, Titaaviri, Pahanl, Faripiti, T
231	OUTUMAORO Nina Peata	290 440 853	295 512 844	-5 072 081	
231	VAIRAI	511 446 200	284 998 910	226 447 290	
231	VAITEMANU 2	513 674 296	55 186 786	458 487 510	
231	Domaine LABBE	2 719 626 557	53 303 659	2 666 322 898	
231	HOTUAREA	179 050 723	15 744 258	163 306 465	
231	VAITUPA Paea	1 244 722 821	33 744 848	1 210 978 173	
231	VAIHIRIA	126 133 046	1 784 765	124 348 281	
231	Grosses réparations 2012	22 012 775	32 165 836	-10 143 061	
231	Grosses réparations 2014	500 000 000	0	500 000 000	
231	Sécurisation des lotissements	1 122 641 508	10 500 769	1 112 140 739	S ELECT + S TALUS
231	TOAHOTU	445 955 723	134 468 758	311 486 965	
231	TEROMA Extension	383 565 129	1 492 703	382 072 426	
231	MOTIO	1 050 767 770	603 227 295	447 540 475	
231	LES HAUTS DE TEROMA (TEROMA 2.3)	1 309 686 298	151 780 337	1 157 885 961	
231	Aménagement foncier HITIMAHANA	5 726 955	5 703 919	23 036	
231	Remise en état PAPAROA Transit	237 630	0	237 630	
231	Aménagemet parcours Mamao	10 000 000	0	10 000 000	
23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	10 502 464 991	1 691 332 389	8 811 132 602	

